

DANS L'ACTUALITE du 11 au 13 avril 2017

Textes officiels

JORF n° 0088 du 13 avril 2017

Biens immobiliers bâtis de l'Etat susceptibles de faire l'objet d'une cession

[Décret n° 2017-525 du 11 avril 2017 modifiant le décret n° 2013-252 du 25 mars 2013 fixant la liste des biens pouvant être aliénés en application de l'article L. 3211-5-1 du code général de la propriété des personnes publiques](#)

Modifications diverses du livre IV du code de l'urbanisme

[Arrêté du 30 mars 2017 relatif au certificat d'urbanisme, au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme](#)

JORF n° 0087 du 12 avril 2017

Adaptation de la réglementation applicable aux marchés publics, y compris dans les domaines de la défense ou de la sécurité, compte tenu des évolutions législatives récentes

[Décret n° 2017-516 du 10 avril 2017 portant diverses dispositions en matière de commande publique](#)

Jurisprudence

L'existence d'un contrat oral doit pouvoir être démontrée

[CAA Nancy 30 mars 2017 commune de Montmirail, req. n° 16NC00903](#)

Avis défavorable de la CNAC - Le silence de l'autorité compétente fait-il naître un permis de construire tacite?

[CAA Bordeaux 29 mars 2017 SCI Le Parc du Béarn, req n° 17BX00889](#)

Réponses ministérielles

Question écrite AN n° 65448 du 11 avril 2017 - [Impact sur l'activité économique du schéma régional de cohérence écologique](#)

Question écrite AN n° 76321 du 11 avril 2017 - [Conditions de renouvellement d'une zone d'aménagement différé \(ZAD\)](#)

Question écrite AN n° 88533 du 11 avril 2017 - [Conséquences de la disparition du dispositif de participation pour non-réalisation d'aires de stationnement](#)

Question écrite AN n° 96310 du 11 avril 2017 - [Travaux d'entretien et d'aménagement sur les cours d'eau, ruisseaux, talus et fossés](#)

Question écrite AN n° 99883 du 11 avril 2017 - [Difficulté connue par certains établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme intercommunal](#)

Question écrite Sénat n° 24028 du 6 avril 2017 - [Maisons laissées à l'abandon](#)

Question écrite Sénat n° 19675 du 6 avril 2017 - [Mise à la disposition d'une association d'une piscine par une collectivité](#)

Question écrite Sénat n° 20223 du 6 avril 2017 - [Calendrier d'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal pour les intercommunalités concernées par un schéma départemental de coopération intercommunal](#)

Vu par ailleurs

Contrats publics

Publication du décret n° 2017-516 du 12 avril 2017 portant diverses dispositions en matière de commande publique

[Accéder à la fiche explicative du décret](#)

Source : DAJ du 12/04/2017

Décret commande publique : les nouvelles dispositions passées au crible

[Le décret portant diverses dispositions en matière de commande publique est paru au « Journal officiel » du 12 avril. Sans surprise, il entérine les évolutions apportées par la loi Sapin 2 et la loi sur l'architecture et le patrimoine \(LCAP\), et modifie le Code de la construction et de l'habitation](#)

Source : le Moniteur du 12/04/2017

Vices cachés : quand le code civil s'invite dans les marchés publics !

[Dans un arrêt du 27 mars, le Conseil d'Etat utilise le régime de la garantie des vices cachés pour engager la responsabilité d'une société dans le cadre de l'exécution d'un marché public. En l'espèce, se posait la question de l'utilisation des articles 1641 et suivants du code civil pour réparer les préjudices nés de l'exécution d'un marché public.](#)

Source : localtis.info du 11/04/2017

Urbanisme

La loi Littoral l'emporte sur le PLU

[La légalité d'une autorisation d'urbanisme s'apprécie au regard des dispositions de la loi Littoral, même en présence d'un plan local d'urbanisme \(PLU\) compatible avec cette loi.](#)

Source : le Moniteur du 10/04/2017

Collectivité territoriale

Politique de la ville Lab Périurbain

[Inscrire les dynamiques du commerce dans la ville durable - Les fondements d'une nouvelle politique des périphéries urbaines et commerciales.](#)

Source : periurbain.cget.gouv.fr - Rapport : CGEDD, mars 2017

Transport

Autocars Macron : le Conseil d'Etat donne encore raison à l'Arafer contre la Nouvelle-Aquitaine

[Dans une décision du 20 mars 2017, le Conseil d'Etat a rejeté le recours de la région Nouvelle-Aquitaine contre l'avis de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières \(Arafer\), a indiqué le "gendarme du rail" le 3 avril.](#)

Source : localtis.info du 10/04/2017

Vu dans les revues

AJDA n° 13-2017 du 10 avril 2017 p.749, *Impartialité, référé et fond : nouvelles précisions*, conclusions de Xavier Domino

AJDA n° 13-2017 du 10 avril 2017 p.763, *Avis insuffisamment motivé d'un commissaire-enquêteur sur l'élaboration d'un PLU*, par Jean-Claude Hélin

RDI n° 4 – avril 2017 p.176, *L'acte II de la loi montagne en matière d'urbanisation : de l'érosion du principe d'équilibre à la hiérarchisation des priorités*, par Philippe Juen

RDI n° 4 – avril 2017 p.184, *Le déclassement anticipé du domaine public local*, par Norbert Foulquier

Presse

L'Essonne investit pour le climat

[Le département crée un fond d'innovation pour aider les projets du territoire à hauteur d'un million d'euros par an et s'applique de nouvelles règles dans le cadre de ses investissements et de ses compétences.](#)

Source : les Echos du 12/04/2017

Data centers à Paris : passer du fléau à l'aubaine

[La ville et des entreprises testent des technologies pour valoriser la chaleur dégagée par les fermes de données et chauffer une piscine ou des logements.](#)

Source : les Echos du 11/04/2017

Ces 4.000 hectares que Paris possède au-delà du périphérique

Incongruité de l'histoire, la Ville de Paris est propriétaire de milliers de parcelles au delà de son périmètre. Ces morceaux de la capitale font l'objet d'une co-gestion délicate avec les communes mais sont une vraie pépite foncière.

Source : les Echos du 09/04/2017

Ces usines et ces bureaux qui connaissent une vie temporaire

Face au coût des loyers, les occupations provisoires (et légales) d'immeubles se multiplient aussi en région. Associations et start-up présentent ce modèle souple. Une soixantaine de projets ont émergé depuis 2012 selon une étude de l'IAU.

Source : les Echos du 06/04/2017